

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia

P. O. Box 3243

Tel ; 5517 700

Fax : 5511299

Website : www.au.int

CONSEIL EXECUTIF

Vingt-septième session ordinaire

7-12 juin 2015

Johannesbourg (AFRIQUE DU SUD)

EX.CL/917(XXVII) Rev.1

Original : français

**RAPPORT DE LA VINGT-SEPTIEME SESSION DU COMITÉ
MINISTÉRIEL SUR LES CANDIDATURES AFRICAINES
AU SEIN DU SYSTÈME INTERNATIONAL**

I. INTRODUCTION

1. Le Comité ministériel sur les candidatures africaines au sein du Système international s'est réuni, en sa vingt-sixième session ordinaire, le 11 juin 2015, à Johannesburg (Afrique du Sud), sous la présidence de **S.E. M. Samura Mathew Wilson Kamara**, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale de la République de Sierra Leone. .

2. Après avoir ouvert la séance et satisfait au protocole d'usage, le Président a présenté l'ordre du jour de la session à l'adoption de ses membres.

II. PARTICIPATION

3. Les États ci-après, membres du Comité étaient présents : Angola, Bénin, Botswana, Burundi, Cameroun, Egypte, Erythrée, Gambie, Lesotho, Rwanda, Sénégal, Sierra Léone, République Sahraoui Arabe Démocratique, Tanzanie et Tchad.

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

4. L'ordre du jour suivant a été adopté par le Comité :

- (i) mise en œuvre de la Décision **EX.CL/Dec.882 (XXVI)**;
- (ii) examen des candidatures africaines aux postes dans le système international ;
- (iii) questions diverses.

IV. MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCISION EX.CL/Dec.882 (XXVI)

5. la Commission a présenté le rapport sur l'état de mise en œuvre de la décision **EX.CL/Dec.882 (XXVI)** sur les candidatures endossées par le Conseil exécutif lors de ses sessions précédentes.

6. Le Comité a pris note de l'état de mise en œuvre de la décision **EX.CL/Dec.882 (XXVI)** sur les candidatures africaines endossées lors de la 26^{ème} session tenue en janvier 2015 à Addis-Abeba (Ethiopie). Le Comité recommande au Conseil exécutif de prendre note des candidats élus et ceux qui n'ont pas été élus (Voir rapport).

V. EXAMEN DES CANDIDATURES AFRICAINES AUX POSTES DANS LE SYSTEME INTERNATIONAL

7. La Commission a présenté les candidatures soumises à l'approbation du Conseil Exécutif durant sa 27^{ème} session ordinaire.

8. S'agissant des nouvelles candidatures aux postes dans le système international, le Comité a décidé de n'examiner que les candidatures dont les élections se tiendront avant le prochain Sommet et de renvoyer l'examen des autres candidatures aux

sessions du Comité qui précèdent ces élections, conformément à son règlement intérieur.

9. Le Comité a également été informé du mécanisme mis en place au sein du Groupe africain à New York dont le dynamisme des consultations a permis de circuler les informations sur les postes à pourvoir, d'assurer une sélection de candidatures aux différents postes, tout en garantissant le principe de rotation entre les Etats membres et les régions.

10. Le Comité recommande au Conseil exécutif d'approuver :

- (i) **au poste de Secrétaire général du Commonwealth pour la période 2016-2020 au cours des élections prévues en novembre 2015 à Malte, la candidature de Madame Mmasekgoa Masire-Mwamba, de la République du Botswana ;**
- (ii) **au poste de membre du Conseil exécutif de l'UNESCO pour la période 2015-2019** au cours des élections qui auront lieu à Paris, lors de la 38^{ème} Conférence générale de l'UNESCO en novembre 2015, la candidature de :
 - **la République d'Afrique du Sud ;**
 - **la République du Sénégal ;**
 - **la République du Niger ;**
 - **la République de Botswana ;**
 - **la République du Mali.**
- (iii) **au poste de membre du Conseil exécutif de l'Organisation Maritime Internationale pour la période 2016-2018, au cours des élections prévues en décembre 2015 la candidature de:**
 - ***la République Arabe d'Égypte dans la catégorie C ;***
 - ***la République d'Afrique du Sud dans la catégorie C ;***
 - ***la République du Libéria dans la catégorie C.***
- (iv) **au poste de Secrétaire général de l'Organisation Maritime Internationale, au cours des élections prévues en juillet 2015, la candidature de *M. Juvenal J.M. Shiundu, de la République du Kenya ;***
- (v) **au poste de membre du Comité Consultatif des Nations Unies sur les Questions Administratives et Budgétaires pour la période 2016-2018, au cours des élections prévues en novembre 2015 à New York, la candidature de :**
 - ***M. Babou Sene de la République du Sénégal ;***
 - ***M. Tesfa Alem Seyoum, de l'Etat d'Erythrée.***

- (vi) au poste de **membre du Comité des Nations Unies sur les Contributions pour la période 2016-2018**, au cours des élections prévues en novembre 2015 à New York, *la candidature de M. Motumisi Josiel Tawana de la République d'Afrique du Sud*;
- (vii) au poste de **membre du Comité des Nations Unies contre la Torture**, au cours des élections prévues le 8 octobre 2015 à Genève, *la candidature de l'Ambassadeur Ezzat Saad de la République Arabe d'Egypte* ;
- (viii) au poste de **membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination des disparitions forcées**, au cours des élections prévues le 23 juin 2015 à New York, la candidature de:
- *M. Fortuné Gaétan Zongo du Burkina Faso* ;
 - *M. Cheikh Saad Bouh Kamara de la République Islamique de Mauritanie.*
- (ix) au poste de **membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciales**, au cours des élections prévues le 25 juin 2015 à New York, la candidature:
- **Mme Dah/Diallo Fatimata Binta**, du Burkina Faso ;
 - **Mme Yemhele Mint Mohamed**, de la République Islamique de Mauritanie.
- (x) au poste de **membre du Comité des Nations Unies pour la protection des Droits de tous les Travailleurs Migrants et des membres de leurs familles**, au cours des élections prévues le 30 juin 2015 à New York, *la candidature de :*
- *M. Germain Zong-Naba Pime, du Burkina Faso* ;
 - *Mme Adelaide Anno-Kumi du Ghana* ;
 - *M. Bismillah Elyh Ould Ahmed de la Mauritanie.*
- (xi) au poste de **Chef du Secrétariat des Nations Unies du traité sur le commerce des armes** au cours des élections prévues en août 2015, *la candidature de M. Dladla Simeon Dumisani de la République d'Afrique du Sud* ;
- (xii) au poste de **Vice-Président de la 70^{ème} session de l'Assemblée Générale pour la période 2015-2016**, au cours des élections prévues en 2015 la candidature de :
- la République du Bénin ;
 - la République du Cameroun ;
 - la République Arabe d'Egypte ;
 - l'Etat d'Erythrée ;

- la République du Mozambique ;
- la République du Togo.

(xiii) **au poste de Membre du Conseil Economique et Social pour la période 2016-2018, au cours des élections prévues en novembre 2015, la candidature de :**

- la République Algérienne Démocratique et populaire ;
- la République Fédérale du Nigeria ;
- la République du Rwanda ;
- la République Fédérale de Somalie ;
- la République d’Afrique du Sud.

(xiv) **au poste de Membre de la Commission pour le Développement social pour la période 2016-2018, au cours des élections prévues en février 2015, la candidature de :**

- la République du Ghana ;
- la République du Rwanda ;
- la République du Sénégal.

S’agissant du second poste qui revient à l’Afrique de l’Ouest, le Comité demande à la région concernée de mener des consultations pour la désignation d’un candidat.

(xv) **au poste de Membre de la Commission des statistiques pour la période 2016-2019, au cours des élections prévues en novembre 2015, la candidature de :**

- la République du Kenya ;
- la République du Togo.

(xvi) **au poste de Membre de la Commission sur la Population et le Développement pour la période 2016-2019, au cours des élections prévues en novembre 2015, la candidature de :**

- la République du Soudan ;
- la République d’Ouganda.

(xvii) **au poste de Membre de la Commission sur le statut des femmes pour la période 2016-2019, au cours des élections prévues en novembre 2015, la candidature de :**

- l’Etat d’Erythrée ;
- la République Fédérale du Nigéria.

(xviii) **au poste de Membre de la Commission sur la prévention des Crimes et la justice pénale pour la période 2016-2018, au cours des élections prévues novembre 2015, la candidature de :**

- la République du Bénin ;
- la République du Cameroun ;
- la République de Côte d'Ivoire ;
- la République d'Afrique du sud.

(xix) **au poste de Membre du Comité du programme et de la coordination pour la période 2016-2018, au cours des élections prévues novembre 2015, la candidature de :**

- la République Unie de Tanzanie ;
- la République du Zimbabwe.

(xx) **au poste de membre du Groupe de travail des Experts sur les standards internationaux de comptabilité et de soumission de rapports pour la période 2016-2018, lors des élections prévues en novembre 2015, la candidature de :**

- la République du Bénin ;
- la République du Cameroun ;
- la République du Kenya ;
- la République d'Ouganda.

Le Comité demande aux régions ci-après, de se consulter pour la désignation d'un candidat pour l'Afrique Centrale et de deux candidats pour l'Afrique Australe.

(xxi) **au poste de membre de la Commission sur la drogue et les stupéfiants, pour la période 2016-2019 au cour des élections prévues en novembre 2015.**

- la République du Cameroun ;
- la République Démocratique du Congo ;
- la République du Kenya ;
- la République Islamique de Mauritanie ;
- la République d'Afrique du Sud ;
- la République du Soudan ;
- la République d'Ouganda.

(xxii) **au poste de Membre du Conseil d'Administration du Fonds des Nations unies pour l'Enfance pour la période 2016-2018. Au cours des élections prévues en novembre 2015, la candidature de :**

- la République du Botswana ;

- la République du Cameroun ;
- la République Fédérale d’Ethiopie ;
- l’Etat de Libye ;
- la République de Sierra Léone.

(xxiii) **au poste de Membre du Conseil d’Administration du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Fond des Nations Unies pour la Population (FNUAP) pour la période 2016-2018, au cours des élections prévues novembre 2015, la candidature de :**

- la République du Bénin ;
- la République du Cameroun ;
- la République du Tchad ;
- la République du Malawi ;
- la République d’Ouganda.

(xxiv) **au poste de Membre du Conseil d’Administration de l’entité des Nations Unies pour l’égalité du genre et le leadership des femmes pour la période 2016-2018 au cours des élections prévues en novembre 2015, la candidature de :**

- l’Union des Comores ;
- la République du Gabon ;
- la République du Libéria ;
- la République de la Namibie ;
- la République de la Tunisie.

(xxv) **au poste de Membre du Conseil d’Administration du Programme Alimentaire Mondial pour la période 2016-2018, au cours des élections prévues en 2015, la candidature de :**

- la République du Libéria.

(xxvi) **au poste de Membre du Comité de Coordination du Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA pour la période 2016-2018, au cours des élections prévues en novembre 2015 la candidature de :**

- la République du Ghana ;
- la République du Malawi.

(xxvii) **au poste de Membre du Conseil de Gouvernance du Programme des Nations Unies sur l’Habitat pour la période 2016-2019, au cours des élections prévues en novembre 2015, la candidature de :**

- la République d’Angola ;
- la République du Tchad ;

- la République du Kenya ;
- la République Fédérale du Nigeria.

(xxviii) **au poste de Membre du Conseil des Droits de l'Homme pour la période 2016-2018, au cours des élections prévues en novembre 2015 la candidature de :**

- la République du Burundi ;
- la République Fédérale Démocratique d'Ethiopie ;
- la République d'Ouganda ;
- la République Togolaise.

Le Comité a demandé au Bénin et à la Côte d'Ivoire d'engager des consultations pour désigner le représentant de l'Afrique de l'Ouest. A l'issue des consultations, les deux pays ont convenu que la Côte d'Ivoire représenterait la région de l'Afrique de l'Ouest. En conséquence, le Comité recommande la candidature de la Côte d'Ivoire.

(xxix) **au poste de Membre du Comité des Conférences pour la période 2016-2018 au cours des élections prévues en novembre 2015, la candidature de :**

- la République du Ghana ;
- la République du Libéria.

(xxx) **au poste de Membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour la période 2018-2019, la candidature de la République de Guinée Equatoriale au titre de l'Afrique Centrale.**

(xxxi) Le Comité a également décidé d'endosser la candidature de l'Ambassadeur Mohamed Azzedine Abdel-Moneim de la République Arabe d'Egypte au poste de Membre du Comité des droits économiques et sociaux des Nations Unies pour la période 2017-2020, pour laquelle l'Egypte a sollicité un endossement anticipé. Le comité souligne par ailleurs que l'endossement de cette candidature ne fait pas obstacles à la soumission par les Etats membres de candidatures dans la proportion des postes vacants ;

(xxxii) Après le retrait par l'Egypte de sa candidature au sein du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, le Comité a informé les Etats membres la vacance du poste.

VI. QUESTIONS DIVERSES

11. L'ordre du jour étant épuisé, le Président a levé la séance.

2015

Report of the ministerial committee on African candidatures in the international system

African Union

African Union

<http://archives.au.int/handle/123456789/4776>

Downloaded from African Union Common Repository